

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 250 – novembre 2021

Histoire

L'armée belge des partisans armés

Comment on devient illégal

Dussart, l'ouvrier et l'Histoire

Les damnés de la Commune ...

Souvenirs d'une morte vivante
(Victorine B.)

BALIGAND Raoul.

Dossier

Les pollutions cachées de la voiture
électrique

La guerre des minerais, ...

Société.

Nous n'avons plus que 20 € ...

La société sans cash, ...

Libres propos

Partagez-vous ce billet d'HUMEUR ...



HISTOIRE.

L'armée belge des partisans armés

Comment on devient illégal (suite)

Deux jours après ce que nous appellerons sa réhabilitation, S ... fut à nouveau victime d'une aventure scabreuse.

L'homme était sans nouvelles de sa femme qui avait dû, elle aussi, entrer dans l'illégalité où elle assurait un service de courrier. De nouvelles arrestations ayant été opérées, notre ami s'inquiétait à juste titre. Qui ne s'inquiéterait pas au sujet d'un être cher voué à tous les risques dont on connaît par soi-même les rigueurs ? Or donc, un beau jour, S ... rentra dans son appartement de fortune, vida ses poches de leur contenu compromettant : revolver, papiers, etc. ... et ressortit aussitôt.

Tout comme un paisible promeneur, il se dirigea vers la chaussée d'Alseberg, là où il allait avoir le plus de chance de rencontrer sa femme. Arrivé au coin de la chaussée de Waterloo et de l'avenue Legrand, il s'arrêta un instant et regarda les passants, heureux promeneurs sortant de la ville. A ce moment, le partisan avait perdu toute notion du danger. N'était-il pas bien à l'aise, munis de papiers d'identité parfaitement rédigés ? N'avait-il pas l'impression d'at-

tendre sa femme pour l'accompagner ensuite à la campagne ? Il faisait si bon vivre.

Tout à sa rêverie, l'homme vit à peine une voiture de la Gestapo s'arrêter à quelques mètres de lui. Un individu sortit de la voiture et traversa la rue. S ... s'en souciait bien peu. Il soupira et passa de l'autre côté de la rue, lui aussi.

L'emboché emprunta la rue Van der Kindere. Au coin de cette même rue, S ... s'arrêta une fois encore, insoucieusement. Quelques pas plus loin, l'inconnu s'était arrêté en face de la résidence « Californie » de sinistre renommée et s'efforçait d'introduire une clé dans la serrure. La porte s'ouvrit mais avant d'entrer l'homme jeta un coup d'œil en arrière. Il vit S ... qu'il avait déjà remarqué à l'autre coin de la rue. Défiant, il s'élança vers notre ami :

« Où allez-vous, rugit-il ?

- Mais, comme tout le monde, nulle part et partout, répondit S ... un moment interloqué mais sûr de lui.

- Venez avec moi ! »

Jouant l'indifférence, le partisan entra dans le guêpier. Avec aplomb, il répondit à l'interrogatoire mené par le traître qui n'était autre que Jacques, le fameux dénonciateur, responsable de la mort de tant de Juifs.

« Levez les bras ! »



Comment le chenapan y pensait-il si tardivement ? Il avait sans doute perdu son sang-froid en croyant voir un justicier sur ses talons : le manège innocent du patriote lui avait rappelé que deux fois déjà, on avait tenté de l'abattre.

S ... subit la fouille en souriant : il avait l'air de dire : « Vas-y, mon vieux, tu ne trouveras rien et tu peux vérifier, mes papiers sont authentiques. »

A la longue, le bandit congédia le partisan. S ... sortit sans se presser et se dirigea sans se retourner vers la place Van der Kindere. Pourtant, un doute l'obsédait... Peut-être avait-on lancé un espion sur sa piste ? Dans cette éventualité, il s'agissait de semer le limier.

Tout à coup, au moment où il arrivait à proximité du point d'arrêt des tramways, S ... aperçut W ..., un autre P.A. venait à sa rencontre. Tonnerre ! Il fallait éviter cela. Notre homme bondit derrière le kiosque à journaux et le contourna suivi de son ami qui n'y comprenait rien.

Un tram ! S ... sauta sur la plate-forme avant, W ... survint juste à temps pour sauter sur la plate-forme arrière. Entre deux arrêts, S ... bondit sur la chaussée, il put conserver l'équilibre et s'arrêter après une course de vingt-cinq mètres.

Il revint à toute vitesse vers la place, bondit sur un tram roulant vers Uccle... Trois arrêts plus loin, il descendit et bifurqua vers la ville. Il accomplit alors un large circuit. Certain d'avoir éliminé un éventuel mouchard, il s'empessa de « toucher » son courrier, lui enjoignit d'avertir tous les camarades et convint d'un rendez-vous pour le lendemain. Ensuite, il regagna dare-dare son appartement, fit sa valise, enleva ses lunettes, roгна sensiblement sa moustache puis, méconnaissable, dévala l'escalier. Le traître de la rue Van der Kindere connaissait son adresse et s'il s'avisait d'y ordonner une perquisition ...

S ... trouva heureusement refuge dans un hôtel dont le patron et tout le personnel professaient un patriotisme à toute épreuve. Mais, le lendemain, un blâme sévère attendait le partisan. Le Commandant national lui reprocha vivement son imprudence.

Après être demeuré quelques jours en suspens, S ... fut envoyé à Charleroi avec le grade de Commandant de Corps. Ceci alors que, coup sur coup, deux commandants Hernalsteen et Pierre Berndt, venaient de tomber aux mains de l'ennemi. A n'en pas douter, il y avait là-bas un dénonciateur introduit dans la place. S ... devait tout d'abord s'atteler à le démasquer et, quoique ayant toujours espéré obtenir le commandement d'un groupe mobile, il partit pour Charleroi le 15 mai 1944.



Le courrier qui l'accompagnait connaissait la région pour y avoir servi au temps du commandant Mathieu Bielen et pouvait, immédiatement, mettre le nouveau chef en rapport avec les éléments dispersés.

Aux yeux de tous, S ... fut le responsable des cadres. Le chef du corps restait dans l'ombre. Le courrier fidèle, une femme, fut seule à connaître le double rôle que jouait le partisan.

S ... se consacra au regroupement des entités éprouvées, démasqua le mouchard, assura la sécurité de ses gens et entreprit bientôt une violente campagne de sabotage et de répression.

Chacun connaît le bilan à l'actif du Corps 024. Est-il nécessaire de rappeler ses exploits ? Qui ne se souvient de cette nuit de 1944 où Charleroi fut pratiquement isolée du réseau ferroviaire. La même nuit, à la même heure, les lignes Charleroi-Bruxelles, Charleroi-Erquelines, Charleroi-Namur sautaient et des ponts s'effondraient.

Les exploits qui servirent à ce dynamitage provenaient d'un charbonnage d'Anderlues. On avait d'abord tenté de s'appropriier les explosifs d'un charbonnage de Couillet mais, au moment d'arriver sur les lieux, un coup de revolver partit accidentellement au passage d'un réseau de fils barbelés. La balle trancha net la semelle du soulier d'un P.A. qui en fut quitte avec une légère éraflure à la plante



du pied. Mais l'alerte était donnée et l'entreprise échouait.

On choisit alors le charbonnage d'Anderlues. Le machiniste d'extraction donna aux P.A. toutes les instructions désirables et effectua courageusement les manœuvres de la cage. Quatre hommes descendirent et rencontrant dans la mine un ingénieur un peu trop zélé à leur guise, lui ordonnèrent de participer au transport des explosifs.

A noter que l'opération eut lieu en plein jour, au début de l'après-midi. Emportant leur butin dans une voiture d'ambulance appartenant à l'établissement, les P.A. au retour, poussèrent l'audace jusqu'à procéder à la réquisition de beurre, de lard, ... chez un fermier assez mal considéré puis ils distribuèrent ces vivres à la population enchantée de l'aubaine et qui ne ménagea pas ses applaudissements à l'adresse des patriotes. Cet exploit peut paraître incroyable et pourtant les preuves abondent à ce sujet. Pour en juger, il suffirait de consulter les dossiers du Conseil de Guerre de Charleroi établis après la Libération.

Depuis fin mai jusqu'au 13 juillet : cent trente-sept traîtres parmi lesquels huit membres de la police, 50, furent exécutés par les partisans de Charleroi. Tout cela en dehors des sabotages tels que celui de la cabine d'aiguillage de la Sambre, des ateliers de Lodolinsart et de tant d'autres qu'il nous est impossible de détailler.

Quand sonna l'heure de la libération, S ... mobilisa tous les groupes du Corps 024 afin de procéder à l'encerclement de Charleroi, ceci en prévision d'une résistance ennemie sur la Sambre.

Les groupes des localités proches de la ville étaient alertés sur place : celui de Walcourt effectua un long déplacement et se concentra sur Marcinelle tandis que celui de Fontaine-L'Évêque se rapprochait insensiblement de Charleroi sans toutefois pénétrer dans la ville.

Les Allemands évacuèrent la région avec un empressement imprévu. Cependant, le groupe de Fontaine-L'Évêque se heurta à deux véhicules blindés de la Wehrmacht. Au cours de la bagarre qui résulta de cette rencontre, un P.A. fut blessé et trois Allemands tués. L'auto et la chenillette restèrent aux mains des patriotes.

Puis, ce fut l'arrivée des Américains mais la poche de Compiègne, en se résorbant, laissait échapper des groupes d'Allemands qui se glissaient à travers bois en direction de l'est. Les partisans participèrent activement au nettoyage de la région. On les vit à l'œuvre dans le bois de Farciennes et jusqu'aux environs de Sauvenière où la lutte fut très vive et meurtrière.

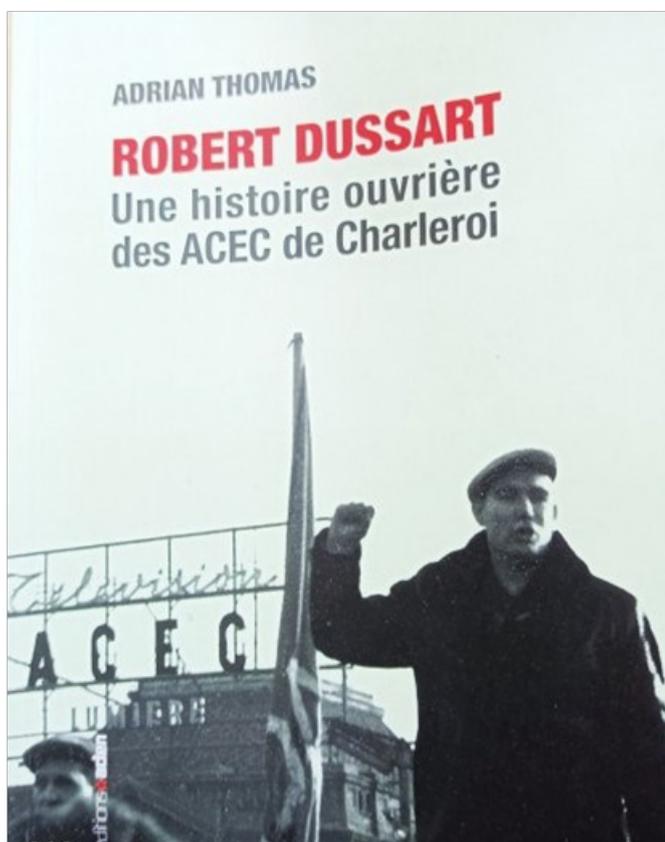
Le groupe de Walcourt peut revendiquer le titre d'avoir capturé le plus grand nombre de prisonniers rassemblés par les P.A. au cours de ces opérations

de nettoyage. Cela démontre bien que les partisans qu'ils furent de la ville ou d'un coin quelconque de nos campagnes se dépensèrent sans compter dans l'effort général pour l'écrasement du nazisme.

Prochain épisode : « Hallali »

Dussart, l'ouvrier et l'Histoire

Un fils d'ouvrier mineur qui quitte l'école à 13 ans et demi et qui devient dirigeant syndical d'une entreprise de 10.000 travailleurs puis sénateur, voilà le parcours de Robert Dussart. Un livre de l'historien Adrian Thomas nous en parle : « Robert Dussart, une histoire ouvrière des ACEC de Charleroi ». Oui, c'est bien un livre comme un coup d'œil sur l'Histoire.



« Agis en ton lieu, pense avec le monde » disait l'écrivain Edouard Glissant. Cette phrase vient à l'esprit en lisant Robert Dussart, une histoire ouvrière des ACEC de Charleroi. Robert Dussart né en 1921 dans la région industrielle de Charleroi en Belgique wallonne. Son père est mineur de fond, sa mère est aussi ouvrière au charbonnage.

L'éducation populaire

Robert doit quitter l'école à 13 ans et demi. Mais avec son père, le tout jeune Robert fréquente la Maison du peuple de Dampremy. Pour les ouvriers, les Maisons du peuple étaient des lieux de ren-

contre, de débats, de loisirs et de culture. Le jeune Robert y fait de la gym et du solfège. Il y voit les films muets de Laurel et Hardy ou de Buster Keaton. Adrian Thomas, l'auteur du livre écrit que ces films « font éclater de rire Robert qui lit à haute voix et avec intonation les cartons des dialogues aux vieux mineurs illettrés. » Dans la bibliothèque de la maison du peuple, Robert découvre les livres des romanciers Jules Verne, Victor Hugo et Emile Zola. En 1935, à 14 ans, Robert Dussart entre aux ACEC, Ateliers de Construction électrique de Charleroi, une grosse entreprise de la région. Il suit plus tard des cours du soir à l'Université du travail et devient ouvrier qualifié.

Grèves

Fin des années 1950, Dussart dirige la délégation syndicale FGTB des ACEC. Et il va mener des grandes luttes sociales avec « ses » ouvriers. Comme l'écrit dans son avant-propos du livre, Josiane Vrand, sa compagne de vie et de lutte pendant plus de 30 ans : « Il a toujours dit que c'est d'eux qu'il tirait sa force et qu'ils étaient sa plus grande fierté. »

Ses ouvriers et puis tous les autres car Dussart est aussi pour le front commun avec le syndicat chrétien CSC et appelle toujours à la solidarité avec les autres mouvements sociaux. Prenons la grande grève de 1960 qui a secoué toute la Belgique. Prenons encore une grève de 13 semaines aux ACEC en 1979 pour gagner la réduction du temps de travail à 36 heures par semaine.

Agir en son lieu

Dussart, l'ouvrier, le syndicaliste, sera aussi sénateur communiste. A la sortie du livre, un syndicaliste a dit : « Comment peut-on en arriver à une situation où un homme, Robert Dussart, a pu être délégué principal dans son entreprise, les ACEC de Charleroi, être aussi le porte-parole des travailleurs des 4 sites des ACEC du pays dans une grève pour les 36 heures par semaine. Et tout ça en étant sénateur en même temps. Est-ce qu'on peut encore imaginer cela aujourd'hui ? C'est interpelant. » Interpelant, oui, cette histoire ouvrière. Comment était-ce possible ? Sans doute parce que Dussart, porté par ses ouvriers et le mouvement ouvrier, agissait en son lieu et pensait avec le monde.

Penser avec le monde

L'actuel président de la FGTB-Charleroi, Antonio Cocciolo, rappelle dans la préface du livre : « L'engagement de Robert ne s'arrêtait pas aux murs de son usine ni aux frontières de sa terre natale. » Et il cite Robert Dussart : « Quand je lis la presse le matin, j'ai l'impression de me réveiller dans le monde entier. »



Ce livre sur Dussart, c'est un coup d'œil sur l'histoire. L'histoire d'un fils de mineur qui grâce à sa personnalité, mais aussi grâce à l'éducation populaire et au mouvement ouvrier est devenu un dirigeant syndical et politique bataillant pour la réduction du temps de travail et les droits sociaux. Cela méritait d'être raconté pour garder la mémoire, pour aussi mieux voir le présent.

Et on pense à ce qu'écrivait la romancière Marguerite Yourcenar : « Le coup d'œil sur l'Histoire, le recul vers une période passée vous donne des perspectives sur votre époque et vous permet d'y penser davantage, d'y voir davantage les problèmes qui sont les mêmes, les problèmes qui sont différents ou les solutions à y apporter. »

Camarade soleil

J'ai eu la chance de côtoyer Robert Dussart pendant 20 ans et souvent dans l'arrière-salle du Café des ACEC, un bistrot devant l'usine. Dans la fumée bleue des cigarettes, devant des ouvriers, ouvrières des ACEC, des militants et militantes communistes, Dussart représentait pour moi l'ouvrier qui a le goût du travail bien fait dans l'usine ou dans la grève. L'ouvrier autodidacte plein d'intelligence, d'humour et de liberté. L'ouvrier qui fait penser à ces vers du poète Jacques Prévert :

Devant la porte de l'usine,
le travailleur soudain s'arrête,
le beau temps l'a tiré par la veste
et comme il se retourne
et regarde le soleil (...)

Il dit :

Dis donc camarade Soleil
tu ne trouves pas
que c'est plutôt con
de donner une journée pareille
à un patron ?

Thierry Verhoeven
Extrait de l'Essentiel

Documentaire : "Les damnés de la Commune", une adaptation stupéfiante

Diffusé sur Arte, Les damnés de la Commune est un film audacieux et créatif qui nous plonge au cœur de cette révolution singulière avec des gravures d'époque animées. En mélangeant la grande Histoire avec la petite, il nous fait revivre les événements qui ont enflammé la capitale (Paris) en 1871.

Le 18 mars 1871, exténuée par un blocus de quatre mois, assiégée par les Prussiens qui contrôlent un tiers du territoire national, Paris se révolte. La capitale se soulève contre une Assemblée nationale monarchiste qui veut signer la paix coûte que coûte. Les barricades poussent. Devant l'insurrection, le gouvernement provisoire (légitimement élu) fuit à Versailles et laisse Paris aux mains des communards. C'est le début d'une aventure collective qui dure un peu plus de 2 mois (72 jours), une tentative unique de faire une République indépendante qui sera écrasée par l'armée versaillaise au cours d'une « semaine sanglante » au bilan humain terrifiant : 20 000 personnes exécutées et 40 000 emprisonnées, dont 4 000 déportés en Nouvelle Calédonie, comme Louise Michel.

En mars 2021, la mémoire de la Commune de Paris reste profondément conflictuelle : un triste moment de guerre civile pour la droite, une révolution moderne et féconde pour la gauche. Toujours est-il que des milliers de Parisiens, d'inconnus, prêt à mourir pour la justice sociale et l'idéal républicain ont alors expérimenté un laboratoire de réformes populaires : la séparation de l'Église et de l'État, l'enseignement laïc, gratuit et obligatoire, le plafonnement des plus hauts revenus, la citoyenneté accordée aux étrangers, l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, la réquisition des logements vacants pour les sans-domiciles, la justice gratuite, la reconnaissance de l'union libre... C'est une période riche d'expérimentation politique teintée de démocratie participative tout autant qu'un rêve humaniste, enthousiasmant et tragique, qui transparaît dans Les damnés de la Commune, un témoignage exceptionnel, précis et poignant, écrit et réalisé par Raphaël Meyssan.

Un roman graphique pour raviver la mémoire collective

En 2010, Raphaël Meyssan découvre qu'un certain Lavalette, une figure majeure de la Commune, avait vécu dans son immeuble. Fasciné, le graphiste décide d'enquêter sur cet homme avec qui il partage le même espace, à 140 ans de distance. Il se plonge alors dans les archives de la police et de Paris, éplu-



chant pendant six ans les livres et journaux du XIX^{ème} siècle avec pour objectif de raconter cette période tumultueuse et trop peu connue de notre histoire, « une virgule dans les programmes scolaires » dit-il. À partir d'une abondante matière première, caractéristique de la manière dont l'époque se voyait elle-même, il crée *Les Damnés de la Commune* un magnifique roman graphique sur ces années de tourments qui ont conduit à l'insurrection parisienne de 1870 -1871, une sorte de bande dessinée en 3 tomes parue aux éditions Delcourt entre 2017 et 2019.

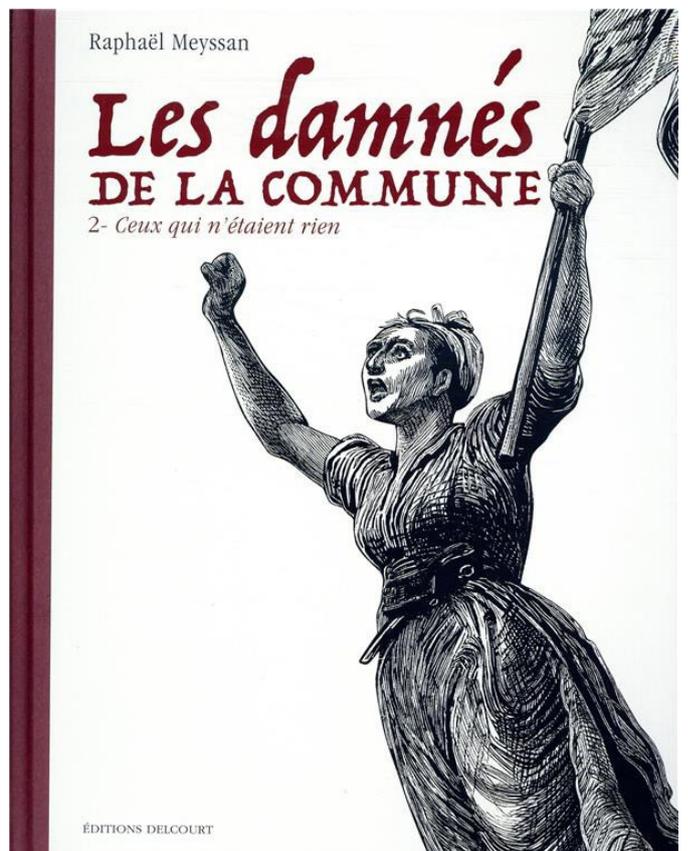
Parti à la recherche de Lavalette, le narrateur sera bouleversé par le témoignage de Victorine Brochet (1), une femme du peuple devenue cantinière puis ambulancière d'un bataillon de fédérés. À travers la biographie croisée de ces deux personnages, ayant réellement existé, Raphaël Meyssan invente un style narratif original, entre livre expérimental, enquête policière et récit historique très documenté. Visuellement, son œuvre est exclusivement constituée de 1500 gravures réalistes en noir et blanc, qu'il utilise et réinterprète, qu'il recadre et découpe. Les dialogues sont également écrits à partir de textes, de journaux et de débats publiés à l'époque. Il construit ainsi un formidable récit à charge, limpide et teinté d'humour, qui rend hommage au quotidien de ces femmes et ces hommes majoritairement anonymes, ces figures humaines qui ont fait, cru, construit, expérimenté et souffert de la Commune.

Une adaptation qui magnifie le dispositif esthétique initial

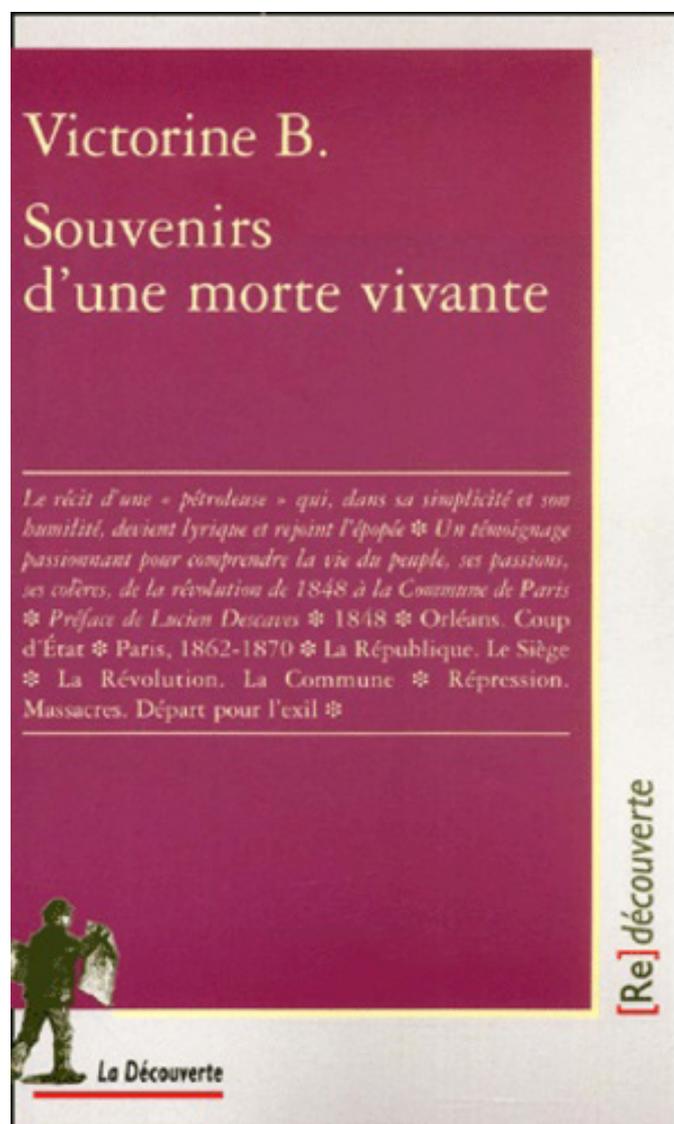
Enthousiasmée par la trilogie, la productrice Fabienne Servan Schreiber a proposé à Raphaël Meyssan de réaliser une version filmée de son propre roman graphique pour Arte. Une nouvelle source d'inventivité pour le talentueux graphiste réalisateur qui témoigne ainsi de son travail d'adaptation : «

Graphiquement, on a exploré de multiples pistes. (...) Avec une gravure qui raconte une grande scène, un grand événement avec plein de personnages, on peut zoomer pour faire parler un de ces personnages puis sur un autre qui va lui répondre, et se déplacer comme cela dans l'image. On peut ajouter d'autres éléments, créer différents plans dans une même image pour obtenir un sentiment de profondeur et s'immerger dans l'image. »

Ce film documentaire d'animation est une œuvre collective extrêmement réussie. Toujours aussi rigoureux historiquement, le récit filmique gagne en



puissance émotionnelle. L'animation magnifie le dispositif esthétique initial, en y ajoutant de la vie grâce au mouvement et à la sonorisation. Saluons le beau travail de montage entre les bruitages, les compositions musicales (en trompettes et violons) et les voix d'une douzaine de grands comédiens et comédiennes. Mathieu Amalric, Fanny Ardant, Charles Berling, Sandrine Bonnaire, André Dussollier, Anouk Grinberg, Arthur H, Félix Moati, François Morel, Denis Podalydès, Michel Vuillermoz et Jacques Weber « ont participé de façon exceptionnelle à ce film, ils disent une réplique, deux répliques, ils incarnent Victor Hugo, Clemenceau ou encore Gambetta ». Et tout particulièrement, « il y a Yolande Moreau qui a accepté d'incarner Victorine et qui le fait de manière très sensible et bouleversante et Simon Abkarian qui prête sa voix au narrateur et qui nous emporte dans cette histoire épique. »



La poésie se mêle à la reconstitution historique

Avec l'animation des gravures, la poésie se mêle à la reconstitution historique. La pluie et la neige sont de

la partie. Les ciels parisiens s'emplissent d'un envol d'hirondelles, de pigeons ou de corbeaux. On entend les cris des oiseaux. Les dessins noirs et blancs tremblent et valsent sous nos yeux lorsque crépitent les flammes des incendies qui ravagent les bâtiments publics. Le souffle narratif nous embarque dans un registre intime tout autant que dans le spectaculaire. On plonge encore plus fortement dans l'événement révolutionnaire, au cœur de la contestation populaire parisienne et de la sanglante répression qui s'ensuit. À l'écran, la trame narrative, limpide, est resserrée sur le destin exceptionnel du personnage de Victorine afin de nous faire comprendre le quotidien, les inquiétudes, les souffrances de cette ouvrière modeste. On suit son engagement dans le bataillon des enfants perdus, son enthousiasme et son désespoir de voir s'achever un rêve humaniste qu'elle voudrait voir reflourir : "Cette Histoire, c'est la tienne. Je te la confie. Prends soin d'elle. Protège-la. Et surtout, transmets-la.". Passionnant.

Sophie Esposito

Extrait de la Réforme, hebdomadaire protestant

(1) Souvenirs d'une morte vivante publié en 1976 par François Maspero, édité en poche en 2017 chez Libertalia.

Souvenirs d'une morte vivante (Victorine B.)

Faute de trouver à la bibliothèque municipale « La semaine sanglante de Maxime Vuillaume », nous avons emprunté la biographie de Victorine Brochet qui fut à plusieurs reprises officiellement fusillée par les Versaillais ! D'où le titre...

Cette femme a vécu deux révolutions. Après juin 1848, ces parents quittent Paris pour Orléans, mais quelques années plus tard, le coup d'Etat de Napoléon III contraint son père, fervent républicain, à l'exil. Elle ne le reverra qu'une seule fois.

« Qu'est-ce que la patrie ? C'est le coin de terre où l'on respire librement, où notre esprit se développe, où le soleil nous sourit. Ce sera dans un avenir plus ou moins lointain, la terre promise, où les mères pourront et sauront élever leurs fils sans crainte de les jeter en pâture à ce monstre infernal que l'on appelle la guerre. »

Couturière, instruite, admiratrice de Victor Hugo, mère de famille (elle perd ses deux enfants) et fervente militante, elle adhère clandestinement à la section parisienne de l'Internationale et participe à diverses initiatives coopératives. Après la Commune, condamnée à mort par contumace comme

«pétroleuse», elle s'exile en Suisse :

« On s'était figuré que tous les ouvriers comprendraient bientôt que leurs amis, c'étaient tous les travailleurs du monde, et que leurs ennemis n'étaient pas les Allemands, ni les Anglais, etc., mais tous les exploités à quelque nation qu'ils appartenissent, les gouvernants et leurs suppôts. (...) Les gouvernants comprennent mieux que les prolétaires la puissance énorme que pourrait avoir une véritable internationale. »

Victorine Brochet (1838-1921) livre un témoignage passionnant sur l'après juin 1848, la vie sous le Second Empire, la Commune, la semaine sanglante, et la condition des femmes :

« Paris est le paradis des demi-mondaines et des chevaux de luxe, l'enfer des honnêtes travailleuses et des chevaux de fiacre. Tous les deux entrevoient la mort comme une heureuse délivrance. Voilà leur idéal ! »

A lire.

BALIGAND Raoul.



Sur la photo, Raoul Baligand tient un meeting en compagnie de Fernand Demazy, autre député communiste de Charleroi élu en 1946 tout comme Georges Glineur

Quant à Raoul Baligand, retenons qu'il est né à Roux (aujourd'hui commune de Charleroi) le 4 janvier 1913 et décédé à Anderlecht le 28 décembre 1981. Militant et dirigeant communiste, capitaine des Brigades internationales en Espagne, commandant des Partisans armés, président du Front de l'indépendance, conseiller communal à Gilly (aujourd'hui commune de Charleroi), député de l'arrondissement de Charleroi.

La vie de Raoul Baligand est exemplaire en ce sens qu'elle rencontre les mythes fondateurs de l'extrême gauche en Belgique : les grèves de 1932 et de 1936, la guerre d'Espagne et la résistance. Fils d'un mineur syndicaliste et athée, orphelin de mère, Raoul Baligand est élevé par sa grand-mère maternelle. Il suit, de 1926 à 1929, les cours d'ajusteur à l'Université du travail de Charleroi. Il entre comme ajusteur-électricien aux Ateliers de construction électrique de Charleroi (ACEC). Les grèves de 1932 le conduisent au communisme. De septembre 1934 à avril 1935, il accomplit son service militaire au Génie.

Membre de la direction des Jeunesses communistes de Charleroi, Raoul Baligand réalise au plan local, à Roux, une des premières fusions des Jeunesses communistes - Jeunes gardes socialistes (JGS) qui formeront les Jeunes Gardes Socialistes Unifiés (JGSU) de Noël 1936. Baligand n'assiste pas à ce Congrès car, depuis octobre, il est en Espagne où il combat dans la section du génie du bataillon franco-belge « André Marty ». Il gagne ses galons de sous-officier dans la bataille de Madrid et sera ensuite de tous les grands combats : la Jarama en février 1937 et la Guadalajara. Il est blessé près de Huesca en juin 1937. Rappelé par l'armée belge, il revient, mais trop tard. Réputé déserteur, Raoul Baligand est condamné à douze jours de prison militaire. Sa peine accomplie, il repart en Espagne. Promu capitaine, il se bat à la tête de sa compagnie à Caspe sur l'Ebre et est blessé une seconde fois.

Rentré le 28 novembre 1938 avec l'ensemble des Brigades retirées du front, Raoul Baligand s'installe à Bruxelles où il veille au sort des anciens et particulièrement des étrangers à travers l'Amicale des combattants de l'Espagne républicaine.

Mobilisé, Raoul Baligand dirige l'action du parti parmi les rappelés pour de meilleures conditions de subsistance. Il est condamné à trois jours de prison pour avoir distribué des tracts aux soldats. Après la campagne des 18 jours, il échappe à la captivité. « Par réflexe », il rassemble des armes abandonnées et les cache dans le cimetière de Roux. Après avoir travaillé quelques semaines en France par manque d'embauche en Belgique, Baligand revient à Bruxelles et épouse Berthe Verkerk, militante communiste venue d'Anvers, le 4 août 1940. Le couple est directement impliqué dans l'appareil d'impression clandestin de

la Fédération bruxelloise du parti.

Après juin 1941, Raoul Baligand plonge dans la clandestinité et constitue, avec quelques anciens des Brigades internationales, les premiers noyaux de saboteurs qui, se développant, vont former les Partisans armés. Il s'identifie désormais à ceux-ci, remplissant successivement missions et fonctions les plus difficiles et variées. Il exerce en effet des commandements dans toute la Belgique francophone, Bruxelles y compris.

Raoul Baligand termine la guerre comme commandant du secteur Wallonie-ouest, adjoint au commandant national. Son nom reste particulièrement attaché à l'investissement du charbonnage du Bois du Cazier à Marcinelle, en avril 1942, où, avec douze hommes, il récupère des centaines de kilogrammes d'explosifs au fond de la mine.

À la Libération, Raoul Baligand entre officiellement à l'état-major des Troupes de l'intérieur, très vite dissoutes par le Gouvernement. Le Parti communiste de Belgique (PCB) appelle à la création d'une armée démocratique. Volontaire de guerre, il tente l'intégration d'un officier de la résistance au sein de l'armée belge mais l'expérience est vaine.

Le sous-lieutenant, Raoul Baligand, quitte l'armée pour entrer au Parlement où les électeurs de Charleroi l'envoient en février 1946. En octobre, il est élu au conseil communal de Gilly (1946-1952). Député



Raoul Baligand,
kapitein-kommandant in de 14e
brigade.

de 1946 à 1949, attentif aux problèmes militaires, Baligand poursuit la « carrière » aléatoire d'un permanent communiste, promené d'une responsabilité à l'autre, ballotté d'une région à une autre : Charleroi, Brabant wallon, Bruxelles. Au plus fort de la guerre froide, il assure le service de sécurité du parti.

« Conscience » des militants, symbole des grands combats du parti, Raoul Baligand a plus de peine à s'investir comme dirigeant bureaucratique du quotidien. Aussi retrouve-t-il avec joie « ses » résistants et ses anciens d'Espagne (notamment en présidant le Club Garcia Lorca), en assumant la présidence du Front de l'indépendance, en animant de multiples initiatives antifascistes tant au plan national qu'international. Il est membre du Comité central du PCB de 1943 à 1951 et de 1960 à sa mort.

Raoul Baligand est sans doute le communiste le plus décoré de Belgique : Légion d'honneur, Silver Star U.S., OBE, Étoile rouge, Commandeur de l'ordre de la Couronne. Il sera l'objet de plusieurs émissions de télévision où ses qualités de père tranquille de l'ac-

tion transparaisent avec bonheur. Modèle du héros des grands moments historiques, Raoul Baligand, militant ouvrier demeuré fidèle à ses convictions de classe, illustre bien la difficulté qu'a le Parti communiste à « rentabiliser », après 1945, les militants exceptionnels que la guerre avait révélés.

La femme de Raoul Baligand, Berthe Verkerk (Anvers, 1908 - Bruxelles, août 1988), participe, durant la guerre, à la confection et à la distribution de Clarté, puis de Partisan. Agent de liaison, elle est affectée à divers transports d'armes et de documents. Après la guerre, elle poursuit « sa vie de militante discrète et efficace, dont la droiture et le dévouement sont bien connus de tous les camarades qui ont eu le privilège de la côtoyer. »

Extrait de Maitron

Voir sur Wordpress, le récit de « L'armée belge des partisans armés »

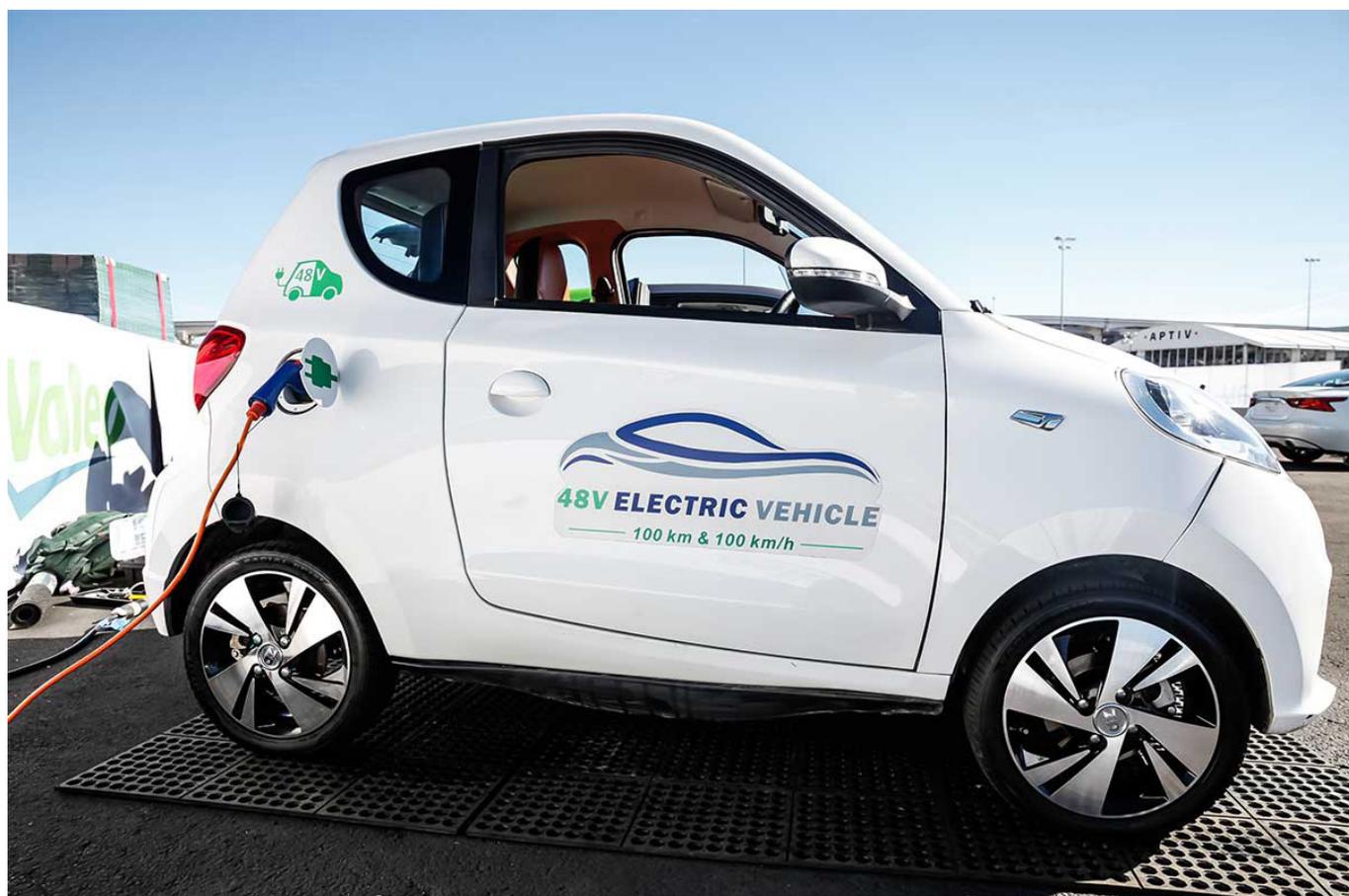
DOSSIER

Les pollutions cachées de la voiture électrique

À deux mois de la COP 26, qui se tiendra à Glasgow, calculer rigoureusement le bilan carbone de la conversion de l'Europe à la voiture électrique impliquerait de prendre en compte celui de la construction des véhicules. Il a été totalement occulté par la Commission européenne dans sa proposition faite aux États membre de l'Union européenne d'interdire la vente de véhicules à moteur thermique à partir de 2035.

Depuis Bruxelles le 14 juillet, Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, demandait aux pays membres de l'UE d'interdire la vente des voitures neuves à moteur thermique dès 2035 au lieu de 2040. Cela afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Elle annonçait aussi une taxe carbone sur les carburants fossiles, histoire de ponctionner les ménages pour les pousser à acheter une voiture électrique. Voilà qui réduira encore le revenu disponible des salariés les plus modestes qui n'ont souvent pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour se rendre au travail.

Tel que présenté par la Commission, l'objectif de neutralité carbone en Europe est inatteignable du fait, notamment de la place prise par la route au détriment du rail que cette même Commission ne remet pas en cause. Dans le monde, la sidérurgie est responsable de 7,6 % des émissions de CO2. Or la pollution de cette industrie est précédée par celle



de l'amont dans l'extraction des matières premières. Il faudra millions de tonnes de différents métaux pour produire les véhicules électriques équipés de grosses batteries. Une fois fabriquées, il faudra alimenter les véhicules en électricité dont une partie proviendra de la combustion du charbon et du gaz. Une autre partie proviendra de productions agricoles dédiées qui entreront en concurrence avec la production alimentaire, comme cela se pratique déjà.

Et le charbon allemand alimente l'Alsace en électricité

En France, le gouvernement garde l'objectif de réduire la production électrique de nos centrales nucléaires à 50 % de notre mix énergétique en 2035, contre 70 % aujourd'hui. Cela se traduira par un recours accru aux énergies fossiles, ou d'origine agricole, chaque fois que les éoliennes et les panneaux photovoltaïques verront leur production chuter faute de vent et de soleil. Avant la fermeture des deux tranches de la centrale nucléaire de Fessenheim, cette dernière vendait de l'électricité en Allemagne quand les éoliennes et les panneaux solaires d'outre Rhin manquaient de vent et de soleil. Depuis leur fermeture, les entreprises et les ménages de l'est de la France consomment de l'électricité provenant des centrales à charbon allemandes quand la production de l'éolien et du solaire baisse de ce côté-ci du Rhin. Ce n'est donc pas en réduisant la place du nucléaire que l'on réduira le bilan carbone de notre production électrique alors que la consommation d'électricité devra augmenter pour alimenter les véhicules électriques en nombre croissant tandis que la consommation du numérique continuera de croître également.

Une voiture électrique doit parcourir 40.000 kilomètres avant de moins polluer qu'une voiture à moteur thermique durant son cycle de vie. La France compte aujourd'hui quelque 40 millions de véhicules dont 32 millions de voitures particulières. Les remplacer par autant d'autres équipées d'un moteur électrique se traduira par une forte croissance des émissions annuelles de CO2 bien après 2035. Si, comme actuellement, 4 millions de véhicules à moteur thermique retirés du marché en Europe continuent d'être vendus en Afrique chaque année, ce commerce alimentera aussi le réchauffement de la planète.

Quel sera le prix de la voiture électrique dans 20 ans ?

Selon les cimentiers français, « une tonne de ciment produite chez nous ne devrait plus générer que 503 kilos de CO2 en 2030 contre 660 kilos en 2015 ». Mais on coulera toujours plus de ciment pour bâtir les nouvelles usines. On augmentera aussi l'utilisation du béton, du cuivre et des métaux issus des

« terres rares » pour construire puis sceller les éoliennes qui alimenteront en partie le parc de véhicules électriques avant comme après 2035. Il reste enfin à voir où, et à quel prix, on trouvera le fer, le cuivre, l'étain et tous les autres matériaux pour électrifier un parc mondial d'environ 1,2 milliard de véhicules dans le but proclamé d'atteindre la neutralité carbone en 2050 ! Dans 20 ans, la voiture électrique sera peut-être hors de prix, suite au manque de matières premières résultant de cette conversion accélérée, laquelle sera aussi destructrice d'emplois en France via les délocalisations dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre.

Mais alors comment se fait-il que ces questions liées à la croissance exponentielle de l'utilisation du fer, du cuivre et de quantité d'autres métaux provenant des « terres rares » ne soient pas évoquées par la Commission, comme par nos principaux médias, dans le cadre de cette conversion à la voiture électrique ? Ce silence est surprenant alors que de nombreuses « start-up » tentent de se positionner dans la production des voitures électriques et que les grandes firmes se lancent aussi sur ce marché.

Vers des faillites et des suppressions d'emplois

Dans un dossier de deux pages consacré à ce sujet le 17 août dernier, le quotidien « Les Échos » évoquait « la voie des SPAC (special purpose acquisition company) » empruntée par ces « start-up » « pour lever des fonds » afin de produire des voitures électriques. Ce journal précisait qu'en « fusionnant avec des coquilles vides déjà cotées en Bourse, elles ont réussi à trouver les milliards de dollars nécessaires pour se lancer. Aucune de ces sociétés n'a toutefois encore livré le moindre véhicule (...) il faudra encore plusieurs années pour distinguer les gagnants des perdants (...) d'autant que les constructeurs traditionnels se sont réveillés ces derniers mois, suscitant à nouveau l'intérêt des marchés avec leurs ambitions dans la voiture électrique », lisait-on dans ce journal.

En France, au nom de la conversion rapide à la voiture électrique, ces grands groupes réduisent déjà les commandes de pièces chez leurs sous-traitants dans plusieurs régions du pays et les poussent au dépôt de bilan. Ce mouvement risque de s'accélérer dans les prochaines années. Guidée par la seule course aux profits, cette conversion accélérée à la voiture électrique se traduira par un bilan social et environnemental désastreux au bout du compte. Surtout qu'il n'est jamais question de réduire la circulation sur route au profit du rail en France, en Europe et dans le monde.

Se pose enfin la question du niveau de compétence de la Commission européenne pour bâtir un projet

économique cohérent, qu'il s'agisse de la voiture électrique ou d'un sujet comme la réforme de la Politique agricole commune. Elle est composée d'un commissaire nommé par pays membre soit un total de 27. Mais, depuis des décennies, ce sont des milliers de lobbyistes présents à Bruxelles, payés par des multinationales et, de ce fait, potentiellement corrupteurs, qui fournissent à la Commission des projets en phase avec les intérêts privés que ces mêmes lobbyistes sont chargés de défendre.

La connivence est telle que certains commissaires deviennent eux-mêmes des lobbyistes à l'issue de leur passage à la Commission. Ce fut notamment le cas de José Manuel Barroso, ancien Premier ministre du Portugal, puis président de la Commission européenne entre 2004 et 2014!

La guerre des minerais, revers de la transition énergétique ?

Avec les éoliennes ou les véhicules électriques, la transition énergétique devrait entraîner une explosion de la demande en minerais, alerte l'Agence internationale de l'énergie. Au point qu'il faudrait quadrupler les besoins en minerais pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

La transition écologique a du lithium dans l'aile. Un rapport de la très sérieuse Agence internationale de l'énergie (AIE), paru mercredi 5 mai, vient questionner la réussite de nos objectifs climatiques. En

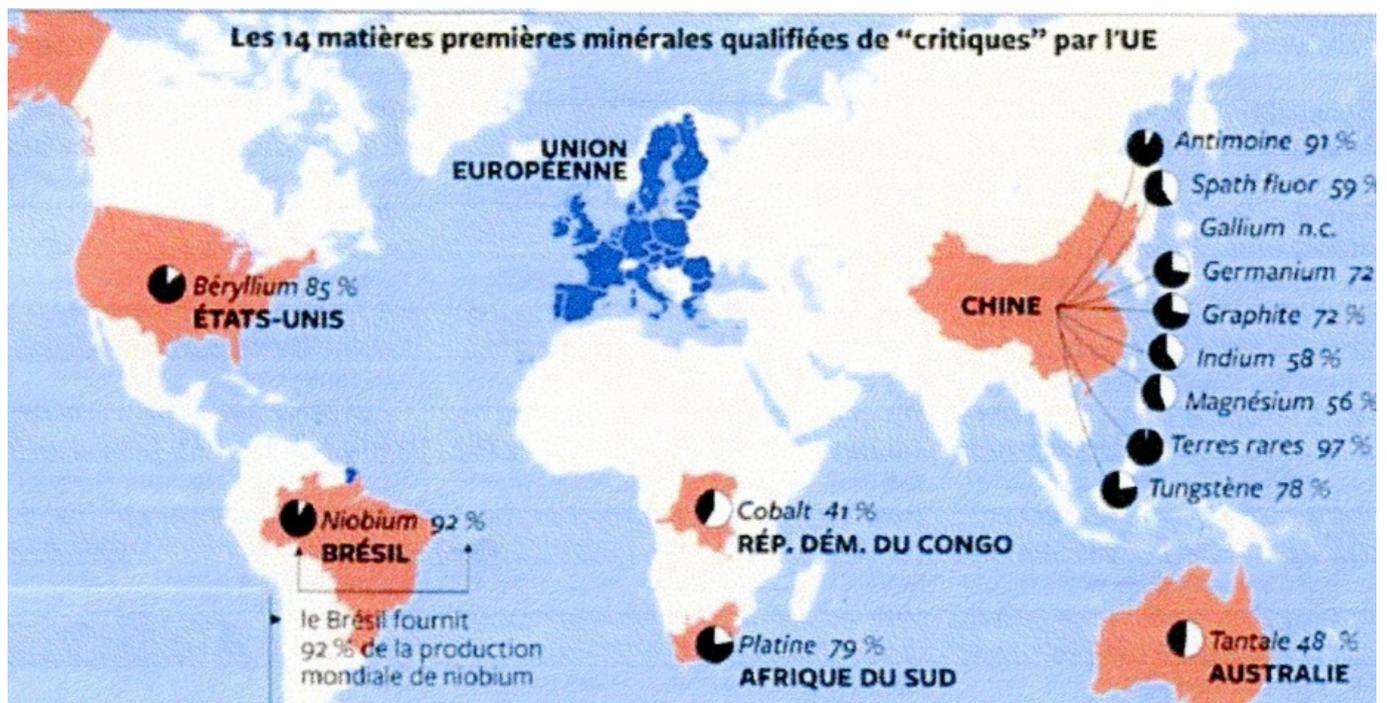
cause : les minerais nécessaires au déploiement d'une économie verte. « Un effort concerté pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris signifierait un quadruplement des besoins en minéraux pour les technologies énergétiques propres d'ici 2040, écrit l'agence. Une transition encore plus rapide, visant à atteindre le "zéro émission nette" à l'échelle mondiale d'ici 2050, nécessiterait six fois plus d'intrants minéraux en 2040 qu'aujourd'hui. »

l'évolution de la demande mondiale en minerais — cuivre, lithium, cobalt ou nickel — selon différents scénarios politiques. « Les données montrent un décalage entre les ambitions climatiques de la communauté internationale et la disponibilité des minéraux critiques qui sont essentiels à la réalisation de ces ambitions », a déclaré Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, dans un communiqué.

L'étude va même plus loin : « Dans le cadre d'un scénario compatible [avec un réchauffement limité à + 2 °C], on estime que l'offre des mines existantes et des projets en cours ne permettra de satisfaire que la moitié des besoins prévus en lithium et en cobalt, et 80 % des besoins en cuivre d'ici à 2030. » En clair, si rien n'est fait, l'explosion de la demande en minerais — pour les véhicules électriques et les éoliennes notamment — pourrait créer de fortes tensions au niveau international. Pénurie, flambée des prix, crispations géopolitiques... La guerre des minerais aura-t-elle lieu ?

Des fragilités en cas de hausse de la demande

L'AIE identifie ainsi une série de « vulnérabilités ». D'abord, « la production de nombreux minéraux





de transition énergétique est plus concentrée que celle du pétrole ou du gaz naturel. Pour le lithium, le cobalt et les terres rares, les trois premiers pays producteurs contrôlent bien plus des trois quarts de la production mondiale. » En 2019, la République démocratique du Congo (RDC) et la Chine produisaient quelque 70 % et 60 % de la production mondiale de cobalt et de terres rares, note le rapport. La Chine apparaît également en situation de quasi-monopole quant à la transformation de ces minerais : la part du pays dans le raffinage est « d'environ 35 % pour le nickel, de 50 à 70 % pour le lithium et le cobalt, et de près de 90 % pour les terres rares ».

Autre facteur de fragilité, selon l'AIE, la lenteur de développement des projets d'extraction, qui mettraient « seize ans et demi en moyenne pour passer de la découverte à la première production ». « Ces longs délais soulèvent des questions quant à la capacité des compagnies à augmenter la production si la demande devait augmenter rapidement », précise le rapport. Il s'inquiète également d'une baisse de la qualité des minerais : « La teneur moyenne du minerai de cuivre au Chili a diminué de 30 % au cours des quinze dernières années. L'extraction du métal contenu dans des minerais de moindre qualité nécessite plus d'énergie, ce qui exerce une pression à la hausse sur les coûts de production, les émissions de gaz à effet de serre et les volumes de déchets. »

L'agence note également avec euphémisme « une variété de problèmes environnementaux et sociaux qui, s'ils sont mal gérés, peuvent nuire aux communautés locales et perturber l'approvisionnement ». En octobre dernier, l'ONG Sherpa a publié une étude très documentée sur les atteintes récurrentes à l'environnement et aux droits humains liées à l'extraction de ces matières premières stratégiques. Travail forcé des enfants, pollution des eaux par des produits toxiques, destruction d'espèces protégées... les conséquences sont loin d'être négligeables.

Sauver les meubles de la transition écologique capitaliste

Enfin, le rapport souligne les « risques climatiques ». Autrement dit, le dérèglement climatique pourrait compromettre l'extraction des minerais censés accompagner son atténuation. « Le cuivre et le lithium sont particulièrement vulnérables au stress hydrique en raison de leurs besoins élevés en eau, indique l'analyse. Plusieurs grandes régions productrices telles que l'Australie, la Chine et l'Afrique sont également soumises à des chaleurs extrêmes ou à des inondations, ce qui pose de plus grands défis pour assurer un approvisionnement fiable et durable. »

Voilà de quoi interroger le modèle de croissance verte promu par nos dirigeants. Renouvelable, l'énergie éolienne ? Durable, le véhicule électrique ? « Une voiture électrique typique nécessite six fois plus de minéraux qu'une voiture classique, et une centrale éolienne terrestre requiert neuf fois plus de ressources minérales qu'une centrale électrique au gaz de taille similaire », analyse le rapport. Pour autant, l'AIE, qui dépend de la très libérale Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ne remet pas en cause le développement d'une économie « durable ». Bien au contraire, elle formule une série de recommandations pour sauver les meubles de la transition écologique capitaliste : promotion d'innovations technologiques, constitution de stocks stratégiques, investissements dans de nouvelles sources d'approvisionnement, etc.

Ces préconisations rejoignent en grande partie les lignes tracées par la Commission européenne en septembre dernier, dans son plan d'action européen sur les matières premières critiques. Une feuille de route largement critiquée par 230 organisations non gouvernementales, car elle conduirait « à intensifier l'extraction des ressources et à développer des projets miniers en Europe et dans l'hémisphère Sud ».

« La transition énergétique ne doit pas se faire en suivant les logiques actuelles, expliquait en octobre dernier Jean François, juriste au sein de l'ONG Sherpa. Promouvoir le passage du véhicule thermique à l'électrique n'est peut-être pas la solution ; mieux vaudrait réfléchir à réduire et à changer nos modes de déplacements. » Pourquoi pas également mettre le paquet sur le réemploi et le recyclage : « Nous estimons que, d'ici 2040, les quantités recyclées de cuivre, de lithium, de nickel et de cobalt provenant des batteries usagées pourraient réduire d'environ 10 % les besoins en approvisionnement primaire combiné pour ces minéraux », recommande le

rapport de l'AIE. Une piste à creuser ?

C'est maintenant que tout se joue...

La communauté scientifique ne cesse d'alerter sur le désastre environnemental qui s'accélère et s'aggrave, la population est de plus en plus préoccupée, et pourtant, le sujet reste secondaire dans le paysage médiatique. Ce bouleversement étant le problème fondamental de ce siècle, nous estimons qu'il doit occuper une place centrale dans le traitement de l'actualité.

Contrairement à de nombreux autres médias, nous avons fait des choix drastiques :

- Celui de l'indépendance éditoriale, ne laissant aucune prise aux influences de pouvoirs. Reporterre est géré par une association d'intérêt général, à but non lucratif. Nous pensons qu'un média doit informer, et non être un outil d'influence de l'opinion au profit d'intérêts particuliers.

- Celui de l'ouverture : tous nos articles sont en libre accès, sans aucune restriction. Nous considérons que s'informer est un droit essentiel, nécessaire à la compréhension du monde et de ses enjeux. Ce droit ne doit pas être conditionné par les ressources financières de chacun.

- Celui de la cohérence : Reporterre traite des bouleversements environnementaux, causés entre autres par la surconsommation, elle-même encouragée par la publicité. Le journal n'affiche donc strictement aucune publicité. Cela garantit l'absence de lien financier avec des entreprises, et renforce d'autant plus l'indépendance de la rédaction.

En résumé, Reporterre est un exemple rare dans le paysage médiatique : totalement indépendant, à but non lucratif, en accès libre, et sans publicité. Le journal emploie une équipe de journalistes professionnels, qui produisent chaque jour des articles, enquêtes et reportages sur les enjeux environnementaux et sociaux. Nous faisons cela car nous pensons que la publication d'informations fiables, transparentes et accessibles à tous sur ces questions est une partie de la solution.

Vous comprenez donc pourquoi nous sollicitons votre soutien. Des dizaines de milliers de personnes viennent chaque jour s'informer sur Reporterre, et de plus en plus de lecteurs comme vous soutiennent le journal. Les dons de nos lecteurs représentent plus de 97% de nos ressources. Si toutes les personnes qui lisent et apprécient nos articles contribuent financièrement, le journal sera renforcé. Même pour 1 €, vous pouvez soutenir Reporterre — et cela ne prend qu'une minute. Merci.

Soutenir Reporterre

SOCIÉTÉ.

« Nous n'avons plus que 20 € par mois pour manger ! »

Il est 14 h passées quand le Solidaribus parti de Périgueux arrive à Sarlat. « Le soleil tape un peu, c'est l'été. Nos amis nous attendent déjà... », remarque Alain, le responsable de cette camionnette chargée de victuailles, en se dépêchant de se garer sur le parking le long du cimetière.



REPORTAGE

Nourriture, vêtements, démarches administratives... En Dordogne, les bénévoles ont mis en place une permanence mobile pour répondre à tous les besoins des personnes aidées.

Jean-Marie Rayapen

Alain, Christine et Thierry descendent du véhicule et saluent les personnes, qui forment très vite une file indienne. La permanence mobile peut commencer. En l'absence de local dans cette partie du département, l'équipe fait chaque semaine, depuis 2015, ce trajet de 70 km sur les routes du Périgord.

« En 2020, la fréquentation du Solidaribus a bondi de 30 % », explique Christine Bernard, secrétaire générale de la fédération de Dordogne. Le public se compose d'une trentaine de familles, dont un tiers était déjà inscrit en 2019 et un tiers de migrants. Le dernier tiers a été amené par la crise : des commerçants sans ressources, beaucoup, mais surtout des jeunes à la fin de leurs missions d'intérim ou de leurs petits boulots. « Le plus choquant est de voir tous ces moins de 25 ans, sans contrat, sans aides sociales et parfois aussi en rupture familiale », déplore Thierry.

« J'ai vraiment jonglé, c'était plus que ric-rac. »

Dans cette situation, les dettes arrivent vite. A 53 ans, Elsa a échappé à ces dernières de manière « inespérée » : « Les mois qui viennent de s'écou-

ler ont été très – TRES – durs mais j'en ressors sans retard de loyer et avec toutes mes factures payées. » Pour cela, « j'ai vraiment jonglé, c'était plus que ric-rac », confie cette saisonnière de la restauration, lumineuse de détermination dans sa robe rayée et avec sa coupe de cheveux à la Louise Brooks. « Vêtements, plaisirs, amis, je me suis privée de tout, souffle-t-elle. Une grande lassitude s'empare de vous quand vous ne savez jamais ce que vous allez pouvoir manger le soir. »

Elsa a fait le maximum pour ne pas recourir à l'aide associative. Mais, elle a trouvé que l'accueil était chaleureux et veut revenir cet hiver en tant que bénévole.

Elle a jonglé avec 600 euros de chômage pendant 4 mois, puis le RSA, tandis que son mari a mis dans le pot commun son indemnité de licenciement versée par l'usine de tabac qui l'employait. « On est venu au Solidaribus fin mai et encore début juillet parce que j'ai craqué, en fait : pour mon âme, pour mon corps, il me fallait du frais ; manger des fruits, des légumes, de la viande », se justifie-t-elle. D'autant que les ressources du couple allaient connaître un nouveau tour de vis.

Dès la réouverture des premiers restaurants, la saisonnière a repris la plonge, mais à temps partiel car l'activité reprend très lentement : « Mon premier salaire en 18 mois n'est que de 400 euros. » Loin des 1 800 euros nets d'avant, mais Elsa va quand même se passer de l'aide des bénévoles qui « m'ont très bien accueillie ». Elle reviendra cet hiver, hors saison. Pour donner un coup de main, cette fois.



« Mon premier salaire n'est que de 400 euros. »

Elsa croisera peut-être Herbert, 58 ans. Sa stature dépasse les trois connaissances avec qui il discute

de manière animée avant de s'approcher lentement des bénévoles, s'appuyant avec précaution sur sa canne, évitant tout faux mouvement. Son dos longiligne a été brisé par les charges portées au travail. Mis à la retraite en 2011, l'ancien factotum s'en est longtemps sorti avec sa pension incomplète, même en hébergeant son fils de 22 ans. Un chaudronnier sans emploi, sans revenus et sans aides sociales depuis deux ans. « Mais avec la baisse des APL, nous n'avons plus que 20 euros par mois pour manger ! »

Leur avenir est rempli d'incertitude. Comme celui d'Elsa qui craint « de ne pas pouvoir suffisamment travailler pour avoir droit au chômage partiel » en cas de nouveau confinement, de nouvelle crise ou de tout autre imprévu. Dans les rues commerçantes, les nombreuses devantures fermées, malgré le timide retour des touristes, rappellent à tous, personnes aidées comme bénévoles, la fragilité du tissu social.

Les bénévoles de Périgueux apportent très régulièrement de l'aide alimentaire à une trentaine de familles de Sarlat, frappées par la crise. Hervé, lui, vient après une baisse des aides sociales.

Olivier Vilain

Extrait du périodique « Convergences » du SPF

La société sans cash, un rêve pour le consommateur ou surtout pour les banques ?

On apprenait ce mercredi que le nombre de distributeurs de cash allait prochainement être divisé par deux. Les grandes banques promettent que 95% de la population aura un distributeur à moins de 5 km de son domicile, mais la tendance est claire et diminue l'accès à l'argent liquide. Du coup Déclic a voulu peser les avantages et inconvénients d'une possible «société sans cash», pour le consommateur et pour les banques.

Plus pratique, plus simple... mais pas pour tout le monde

Premier argument souvent mobilisé pour défendre l'utilisation sans cesse augmentée des transactions électroniques : le côté simple, pratique et les opportunités offertes par ces modes de paiement. Plus besoin d'avoir du liquide en poche, possibilité de payer par carte, sans contact, avec son smartphone, sa montre connectée... Aujourd'hui des ap-



plications permettent par exemple de se verser de l'argent en quelques secondes, de particulier à particulier, de diviser une addition au restaurant, etc.

Mais le problème c'est que tout le monde n'a pas accès à ces nouvelles opportunités. Selon une étude de la fondation Roi Baudouin publiée en 2020, 4 Belges sur 10 sont aujourd'hui à risque d'exclusion numérique. 32% ont de faibles compétences numériques, 8% n'ont tout simplement pas accès à Internet.

Christine Mahy, du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté pointe encore ceci : «Il y a encore beaucoup de gens qui procèdent par enveloppes pour gérer leur budget mensuel, des gens pour qui la matérialité de l'argent a de l'importance». Elle estime aussi que certaines personnes âgées ou en situation de handicap, même formées ou accompagnées ne pourront jamais acquérir les compétences suffisantes pour effectuer leurs transactions en numérique.

Une meilleure lutte contre la fraude ?

C'est un argument souvent évoqué aussi par les acteurs de la dématérialisation : une société sans cash éliminerait la fraude, l'économie souterraine et la criminalité financière. Certes, l'absence d'argent liquide compliquerait l'organisation du travail au noir et serait une très mauvaise nouvelle pour les trafiquants de drogue par exemple.

Mais selon le juge d'instruction Michel Claise, «la criminalité financière s'est d'ores et déjà réinventée en utilisant les zones d'ombre du réseau financier inter-

national, les paradis fiscaux et les cryptomonnaies». Ce n'est donc pas la panacée, loin de là.

L'effacement de la notion de vie privée

C'est Monique Goyens, directrice du BEUC (le bureau européen de défense des consommateurs) qui mettait en avant cet argument : «On a tous besoin d'espaces de vie privée. Prenons un exemple : si vous vous affiliez à un parti politique et que vous payez votre cotisation, vous n'avez pas forcément envie que votre banque le sache et puisse réutiliser cette information». Or tout paiement électronique laisse forcément une trace.

Un enjeu de démocratie aussi...

Enfin il y a aussi la question du contrôle démocratique sur la monnaie. Aujourd'hui une large part de la création monétaire est déjà le fait des banques privées, via l'octroi des crédits.

Pour Monique Goyens, du BEUC « le moyen de paiement, c'est un bien public. Ce sont les banques centrales qui frappent la monnaie. En digitalisant nous allons confier le moyen de paiement à des fournisseurs privés, avec tous les risques que cela comporte ». De quoi nourrir le débat politique qui s'initie déjà sur ce choix des banques de rationaliser l'offre de distributeurs.

Arnaud Ruysen
Extrait de RTBF.be

LIBRES PROPOS

Partagez-vous ce billet d'HU-MEUR de notre camarade Nico Cue ?



Il y a 15 jours, je voyais le tir croisé entre Elio Di Rupo (PS) et David Pestieau (PTB) dans la presse. Elio Di Rupo et David Pestieau seraient-ils les 2 faces d'une même médaille ?

Elio, insupportable comme toujours. Communiste n'est pas une insulte ! Quelle médiocrité dans le débat politique face aux sinistrés qui ont tout perdu. Pas étonnant de la part d'un homme qui a montré sa soumission aux classes dominantes pendant de longues années :

- Privatisations d'entreprises publiques ;
- Allongement de la carrière des travailleurs avec le pacte anti-génération ;
- Une 6ème réforme de l'état qui s'attaque à la caisse commune des travailleurs en défédéralisant les allocations familiales et une partie des

soins de santé.

Cet homme a toujours lutté contre les régionalistes de son parti.

David Pestieau, en principe homme de gauche qui devrait avoir une analyse pertinente sur l'évolution de la société belge, est on ne peut plus indécis dans ses commentaires au journal le Soir : « Essayer à travers quelques lignes de faire croire que les régionalistes et les nationalistes ont le même combat, c'est faire preuve d'une ignorance crasse des régionalistes wallons, bruxellois et flamands. »

Apparemment dans son livre, il s'en prend à André Renard. C'est quand même incroyable qu'un syndicaliste qui a préconisé les réformes de structure anticapitalistes soit ainsi dénigré. En faisant cela, il dénigre aussi la grande grève de 1960 contre la loi unique. Cela ressemble à l'élimination culturelle, politique et sociale de la classe ouvrière wallonne comme si elle n'avait jamais montré ses capacités de résistance.

Quelle piètre analyse de considérer que toutes les conquêtes importantes sont fédérales !

- Les différents gouvernements Martens-Gol font 3 sauts d'index, commencent le détricotage de l'assurance chômage et préparent les bases de l'état social actif cher aux libéraux. Niveau fédéral.
- Les différents gouvernements Dehaene avec le plan global explosent les soins de santé et tentent d'écraser les résistances syndicales. Niveau fédéral.
- Le gouvernement Verhofstadt accélère à outrance les privatisations des services publics. Niveau fédéral.
- Le gouvernement Di Rupo allonge la carrière des travailleurs avec ce que moi j'appelle le pacte anti-génération, la défédéralisation des allocations familiales et une partie des soins de santé. Niveau fédéral.
- Le gouvernement Michel, impose un saut d'index, la pension à 67 ans, le blocage des salaires, la criminalisation des syndicalistes qu'ils soient flamands, bruxellois ou wallons. Niveau fédéral.

Je m'arrête là. Accuser les régionalistes wallons de cela alors qu'ils se sont épuisés à demander des grèves générales pendant toutes ces années, est tout simplement honteux. Rappelez-vous qui a fait la proposition de 24, 48 et 72 heures de grève générale.

Je pense qu'il faut plutôt voir la situation de la classe ouvrière en général et pourquoi ces défaites sont arrivées, plutôt que de désigner un



bouc émissaire.

- Pour Di Rupo, les communistes.
- Pour Pestieau, les régionalistes.

Je vous invite tous les deux à regarder là où les alliances entre socialistes et forces de gauche permettent de changer le quotidien des travailleurs en étant en rupture avec l'austérité, mais aussi en faisant des ponts entre les différentes forces de gauche comme l'a préconisé l'Interrégionale wallonne de la FGTB pour les élections de 2019.

Monsieur Di Rupo, renseignez-vous sur Madame Yolanda Diaz, Ministre du travail, communiste qui, en coalition avec le parti socialiste ouvrier espagnol, transforme le quotidien des travailleurs :

- Augmentation du salaire minimum d'environ 200 euros ;
- Accords sociaux uniquement avec les syndicats quand les patrons refusent de négocier ;
- Pas touche à l'âge de la retraite et financement de celle-ci ;
- Récupération des bénéfices des grandes entreprises d'électricité pour redistribuer aux citoyens.

Monsieur David Pestieau, des cultures différentes peuvent vivre dans un même pays avec une caisse de sécurité sociale commune et des compétences économiques différentes pour répondre

à leurs réalités.

Où étiez-vous quand Monsieur Di Rupo défédéralisait les allocations familiales et les soins de santé ? Nous, les régionalistes wallons de la FGTB, avons proposé de faire grève générale partout en Belgique. Nous sommes restés bien seuls.

Vous aussi, regardez ces militants communistes qui se battent contre tous les nationalismes pour que l'Espagne soit un état fédéral inclusif mais en respectant les autonomies de chacune des régions.

Je vous fais un appel : « Cela nous donnerait beaucoup d'espoir si vous arrêtiez la haine des uns vis-à-vis des autres à gauche car la droite et l'extrême droite s'en chargent déjà. Avec tout mon respect. »

Je vous dédie la chanson de Jean Ferrat : « Camarade ».

Monsieur Di Rupo, Jean Ferrat était communiste comme je le suis et fier de l'être.

Monsieur David Pestieau, Jean Ferrat était critique avec ses camarades comme je le suis mais il exaltait les différences culturelles de la France. Fier d'être régionaliste.

LA BÊTE A-T-ELLE MUÉ? LES NOUVEAUX VISAGES DE L'EXTRÊME DROITE

ET COMMENT LUI RÉSISTER...

DÉBAT AUTOUR DU LIVRE

AVEC JULIEN DOHET (SETCA LIÈGE)

ET OLIVIER STARQUIT (CENTRALE
GÉNÉRALE)

LE JEUDI 25 NOVEMBRE À 19H,
À LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE
COURCELLES,
5, RUE E. VANDERVELDE, 6182
SOUVRET



UNE ACTIVITÉ DE:



AVEC LE SOUTIEN DE:

